

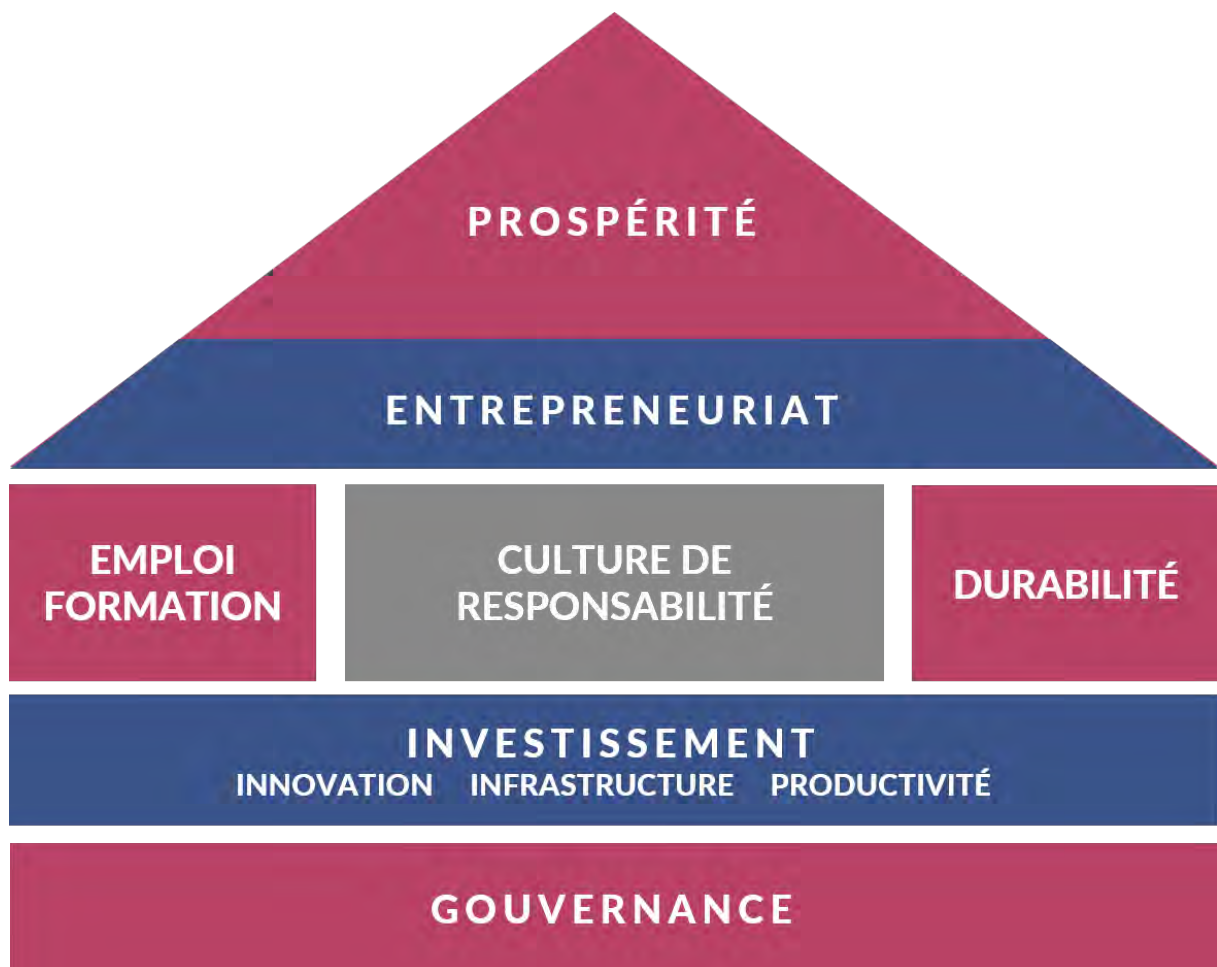
ÉVÉNEMENT DE PRINTEMPS

Discours de Pierre MOTTET , Président de l'UWE



L'industrie n'est pas toute l'économie. Mais elle en est le fer de lance. Anaïs Voy-Gillis a parfaitement rappelé que nos voisins les plus forts sont aussi ceux où l'industrie est la plus forte. Une industrie qui n'a plus rien à voir avec celle de l'imagerie du siècle passé et qui, au contraire, est à la pointe des justes ambitions de durabilité de l'Europe.

Si nous voulons mettre le projecteur dessus, c'est aussi parce qu'elle illustre parfaitement nos priorités pour la prospérité de cette région à laquelle tous ceux et celles qui sont dans cette salle travaillent du matin au soir, voire du soir au matin.



Une prospérité harmonieuse aujourd'hui suppose 4 piliers :

D'abord une bonne **gouvernance** publique, comme présenté dans notre dernier Position Paper. Pas juste celle qui va de soi, celle qui devrait nous éviter de voir si souvent nos élus stigmatisés avec leur région dans les journaux de ce pays sur une route qui semble ne pas avoir de fin, comme Christophe Bourdon l'a encore épinglé ce matin. Mais avant tout, une gouvernance qui appuie en toute transparence ses décisions sur des contributions quantifiées à des objectifs clairs et préalablement définis. Dont les décisions rentrent dans un cadre budgétaire où l'on décide de ce qu'on va faire du surplus plutôt que de s'endetter pour distribuer électoralement ce qu'on n'a pas encore créé. Si nous sommes restés critiques envers le Plan de Relance, ce n'est pas tant sur l'utilité avérée de la plupart des projets que la faiblesse des outils de suivi et sur l'absence de lien entre ces projets et la réalisation d'objectifs que la Région s'était fixée, donnant l'impression d'un saupoudrage pour raisons électoralistes plus que de la réalisation d'un plan de développement pour la région.

Armés de bons outils et d'une administration de qualité motivée par un esprit de service à ses usagers plus que par le contrôle vient la question du 2^e pilier : les **investissements** dont la Région a besoin pour assurer sa compétitivité et donc sa prospérité. Dès qu'on va dans des pays aux conditions de vie plus précaires, on se rappelle à quel point nos conditions de vie et notre compétitivité dépendent non pas d'une capacité de travail supérieure – même si tous nos collaborateurs travaillent beaucoup - mais d'un niveau d'éducation et d'infrastructures supérieurs. C'est de la qualité de nos réseaux de mobilité et d'énergie, des soins de santé et d'éducation dès le berceau que la productivité de la région dépend. Et si celle-ci est à la dérive, c'est sans doute une preuve qu'il est temps de réinvestir avec d'autant plus d'intelligence que les moyens ne sont pas illimités.

Ces investissements, on les veut avec un impact minimum sur l'environnement et dans le respect d'une **durabilité** optimale. C'est le 3^e pilier de toute prospérité. Les entreprises continuent à s'engager massivement sur cette voie. Encore faut-il que le cadre réglementaire et l'infrastructure soient incitatifs et pas seulement répressifs pour favoriser le déploiement d'une industrie qui, par sa durabilité, contribue à un développement économique harmonieux.

Enfin, en supposant une bonne gouvernance qui décide des bons investissements dans une dynamique durable, nos entreprises ont besoin de **personnel bien formé** et volontaire. Face à un nombre grandissant de postes ouverts dans des métiers en pénurie, près de 50.000 à ce jour y compris dans l'HORECA et la construction, on ne peut plus dire que la faute est aux entreprises qui ne proposent pas de jobs ou de jobs de trop haute qualification. Investir intelligemment dans la formation reste capital. Ramener au travail par tous les moyens possibles les personnes qui n'y sont pas reste la priorité des priorités tant pour permettre à chacun de vivre une vie pleinement assumée que pour permettre à l'industrie de contribuer à la prospérité collective alors que le non emploi en Région Wallonne pèse tous les ans plus de 10 milliards sur le budget de l'état.

Gouvernance, Investissements dans le futur, Durabilité et Emploi sont les 4 priorités de l'UWE pour une Wallonie prospère, durablement, ensemble.

Je voudrais y ajouter une cinquième touche, celle plus intangible et plus compliquée à changer. Celle d'une culture différente. Une **culture de la responsabilité** individuelle qui rende ses lettres de noblesse à l'entrepreneuriat dans l'imaginaire collectif et rappelle à chacun que, hors accident, on se doit de contribuer par tout moyen possible à une société qui nous apporte tant de soutien.

Et voilà le printemps. Et l'année préélectorale.

Outre de couvrir les thèmes structurants pour une Wallonie plus prospère, durablement, ensemble, le travail qu'Olivier nous a présenté est aussi une interpellation pour une Région meilleure à travers tous les niveaux de pouvoir.

Au niveau européen d'abord par une bonne synchronisation avec les stratégies européennes d'investissement et d'innovation mais aussi par l'application de ses méthodes rigoureuses d'évaluation et de gestion des projets d'investissements. En se rappelant que l'application de la mesure est tout aussi importante que la mesure elle-même. A l'image du plan américain qui, par sa simplicité et son efficacité sans tabou (en particulier la conditionnalité des aides et le renforcement des profits), semble plus efficace pour attirer les investissements du monde entier que les 1000 à 2000 milliards prévus dans le Green Deal.

Au niveau fédéral, ensuite et en particulier, en ce qui concerne la fiscalité et la compétitivité. Si on ne peut qu'être d'accord avec une nouvelle fiscalité qui soit plus incitative au travail en réduisant les pièges à l'emploi sur les bas salaires, quand on veut financer cet effort par un accroissement de fiscalité sur les activités créatrices de valeur ajoutée qui sont l'ancrage du travail de demain – et je pense tant à une possible réduction du précompte sur les chercheurs qu'à une taxation incertaine des droits d'auteur ou une re-fiscalisation des stock-options). Cela me rappelle le dicton chinois « quand le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt ». Améliorer la compétitivité d'aujourd'hui en tuant celle de demain est d'un court-termisme électoraliste affligeant. Et il en va de même de l'indexation des salaires qui se comprend pour les bas salaires mais ne fait, pour le solde, que tuer notre compétitivité et éviter de faire des efforts sur les dépenses publiques.

Au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles, responsable de cet enjeu majeur qu'est la formation et l'enseignement, on voudrait qu'elle informe mieux nos enfants sur les métiers dans lesquels il y a ou pas du travail. On ne peut plus laisser circuler le « fais ce dont tu as envie, c'est quand même pour aller au chômage ». Nos jeunes ont le droit de connaître les métiers qui donnent du travail. Ils ne manquent pas. Mais la Fédération est aussi responsable d'une foule de services indispensables au bon fonctionnement des entreprises, depuis la qualité des soins jusqu'à l'accueil dans les crèches, insuffisant, ce qui rend incompréhensible l'hostilité, sous prétexte d'égalité des chances, que rencontrent des entreprises comme celles de Michel Foucart lorsqu'elles veulent fournir ce service à leurs employés par carence des services publics.

Au niveau de la Région, parmi beaucoup d'autres mesures, je voudrais insister sur les infrastructures, tant dans leurs investissements que dans la gouvernance qui les sous-tend. Quand le gouvernement peut s'entendre sur un compromis sur l'aéroport de Liège ou le permis d'environnement, je veux le saluer et me réjouir qu'un compromis raisonnable soit encore possible entre membres du gouvernement. Même si on n'est pas satisfait de tous les termes de l'accord, à la veille de la période électorale, cela me semble fondamental pour contrer les dangers d'un populisme qui porte des mouvements dangereux pour la démocratie et la prospérité collective. Et j'espère, je plaide et j'implore pour que cette capacité de décision ne s'arrête pas aux portes de l'année préélectorale dont on dit qu'elle est d'habitude une période où plus rien ne bouge. En particulier alors que, dans une Belgique qui a désespérément besoin d'énergie verte, 2/3 de l'extension prévue du parc éolien de Mer du Nord n'aura pas de sens si la Boucle du Hainaut n'est pas décidée, y compris dans son option aérienne. On l'avait promise pour Noël. On arrive à Pâques. Cela sent la Trinité, qui serait catastrophique, tant pour l'impact sur la Belgique et le Hainaut qu'en termes de gouvernance politique.

Et puis, une politique industrielle, cela dépend de décisions politiques et de la manière dont elles sont mises en œuvre.

Mais donc cela dépend aussi de nous. Et je le redis, camarades. Camarades Entrepreneurs, cette politique industrielle, elle dépendra de nous et de notre combativité pour continuer à garder vive une activité qui améliore le bien-être collectif à l'intérieur et en dehors de la Wallonie. Dans cette Région, notre métier est une lutte et il nous appartient de lui rendre sa légitimité.

Je forme le vœu que l'UWE reste un lieu de dynamisation du monde entrepreneurial, pas seulement dans la réflexion mais également dans l'action. Je voudrais donc finir sur un appel : quand on voit les échecs successifs des tentatives de résurrection du site Caterpillar en s'appuyant sur des investisseurs étrangers, qu'attendons-nous pour nous impliquer ? Je vous propose que le cocktail qui suit soit un gigantesque brainstorming d'idées dans lesquelles vous pourriez vous engager et qui en fasse la pierre angulaire d'un plan industriel pour une Wallonie. Et je vous invite donc à commencer ce brainstorming maintenant, dès que vous aurez un verre en main.